

BURUNDI: VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE

Le Service national de renseignement (SNR) a commis des tortures qui sont aussi des **violences sexuelles**

QUI

Des personnes accusées d'avoir participé à des actions politiques ou armées contre le gouvernement, en majorité des hommes

COMMENT

Suspension d'un bidon lourd à leurs testicules, coups de pied ou de bâton, injections, viols, relations sexuelles forcées avec d'autres détenus (hommes ou femmes)

POURQUOI

Punir et obtenir des aveux, en infligeant le plus de douleur possible

Ils m'ont déshabillé [...] parce que j'avais encore les mains [attachées]. Ensuite ils [...] ont ligoté mes testicules [avec une corde] et la corde était attachée à un bidon rempli de sable. Et puis [ils m'ont dit] de me mettre debout et de marcher avec le bidon [suspendu].

Il est difficile pour les victimes de dénoncer ces violences et d'obtenir de l'aide

ABSENCE

Peu ou pas de prise en charge spécialisée dans les violences sexuelles faites aux hommes et aux garçons

IMPUNITE

La torture est fréquemment utilisée au SNR qui dépend de la présidence et bénéficie d'un statut spécial pour la conduite de ses enquêtes

STIGMATISATION

Préjugés et tabous liés à la sexualité, la virilité et le rejet de l'homosexualité, la peur d'être stigmatisé, marginalisé et rejeté

D'autres femmes qui étaient détenues [au SNR] ont été violées [...]. Elles ont dénoncé cela [à des responsables au SNR] qui ont fait comme si de rien n'était. Ce qui montre que c'était encouragé [...] en apprenant ces accusations la première chose aurait été de demander « qui t'a violée et quand ? comment cela s'est passé ? »

CONSÉQUENCES

PHYSIQUES

Douleurs intenses, troubles urinaires, troubles érectiles

PSYCHIQUES

Dépression, pensées suicidaires, perte de l'estime de soi

SOCIALES

Isolement, crainte de ne pas pouvoir assumer le rôle attendu de chef de ménage, violence domestique, destruction de la famille, qui est le fondement de la société burundaise

Tu ne veux pas être reconnu dans la rue comme celui qu'on a enfilé par derrière [...] c'est considéré [...] déshonorant, qui te mettra au ban de la société [...] je ne sais pas où j'irais vivre si cela se savait.



BURUNDI: VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LE CADRE DU PROCESSUS ÉLECTORAL

Affaiblir l'opposition politique, principalement le CNL, en ciblant ses membres et ses sympathisants

en les supprimant
physiquement

en les torturant et leur infligeant
des mauvais traitements

en les arrêtant et détenant
de manière arbitraire

en les empêchant de
mener à bien leurs
activités politiques

en empêchant leurs candidats
de se présenter aux élections et
leurs mandataires d'observer le
processus électoral

en tenant des discours
haineux et en incitant à la
violence envers eux



J'ai demandé au chef de l'antenne pourquoi j'étais là [...] Ils étaient embarrassés car ils n'avaient pas d'accusations à faire contre moi, mais leur plan était de me mettre dans le cachot pour m'écarter afin que je n'enseigne pas ou que je ne fasse pas campagne pour le CNL.

Museler les observateurs indépendants pour qu'ils ne rapportent pas ce qui se passe dans le pays

en restreignant abusivement les activités des
médias, de la société civile et de ses représentants

Contrôler étroitement les citoyens avant, pendant et après les scrutins

en les recrutant de manière forcée
dans le parti au pouvoir et en les
menaçant afin qu'ils votent pour le
parti au pouvoir

en empêchant ou décourageant
leur participation à des
rassemblements électoraux

en ne leur permettant
pas d'exercer pleine-
ment leur droit de vote

en maintenant l'omniprésence des Imbonerakure
et en les laissant se substituer aux forces de
défense et de sécurité

Quand ils voyaient les gens qui étaient dans les rangs de vote et qu'ils pensaient que ces gens allaient voter pour l'opposition, ils intimidaient ces personnes en leur disant : " Donnez-moi vos cartes, on va voter pour vous ". Comme certaines personnes sont facilement intimidables, elles ont eu peur et elles ont donné leurs cartes parce qu'elles ne voulaient pas être frappées.



BURUNDI: À L'ISSUE DES ÉLECTIONS DE 2020, LES HUIT FACTEURS DE RISQUE PERSISTENT

Par comparaison à la période pré-électorale, la plupart des facteurs sont restés tels quels =, un s'est atténué ↘ et un autre s'est aggravé ↗*



* Voir le rapport détaillé de la COI pour plus d'informations sur les indicateurs existant pour chaque facteur de risque : A/HRC/45/CRP.1.



BURUNDI: MESURES PRIORITAIRES À PRENDRE PAR LE GOUVERNEMENT BURUNDAIS POUR ATTÉNUER LES FACTEURS DE RISQUE

Pour atténuer le *facteur n°6*

Reprendre la coopération avec l'ONU et rouvrir le Bureau pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Libérer immédiatement les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les prisonniers politiques

Garantir la liberté de la presse et la liberté d'association de la société civile

Pour atténuer les *facteurs n°1 et 8*

Garantir la liberté et la sécurité des opposants politiques

Pour atténuer les *facteurs n°2, 3 et 8*

Faire cesser les violations des droits de l'homme et l'impunité dont bénéficient les auteurs

Garantir leur non-répétition en révoquant ou en suspendant les agents de l'Etat soupçonnés d'être impliqués dans des violations

Pour atténuer les *facteurs n° 3 et 5*

Restreindre l'omniprésence des Imbonerakure dans la sphère publique

Les empêcher de se substituer aux forces de défense et de sécurité

Pour atténuer les *facteurs n° 2, 4, 7 et 8*

Sanctionner systématiquement les propos haineux

Garantir une approche inclusive par la Commission vérité et réconciliation, en incluant les quatre piliers de la justice transitionnelle

Pour atténuer les *facteurs n° 1, 3, 4 et 8*

Lutter contre les malversations économiques et la mauvaise gouvernance

Pour atténuer les *facteurs n°2, 3 et 8*

Réformer la Justice pour garantir son indépendance et son impartialité

BURUNDI



BURUNDI: LES MALVERSATIONS ÉCONOMIQUES SOUS-TENDENT L'ÉCONOMIE

GRANDE CORRUPTION

Pratique répandue dans tous les secteurs économiques, notamment dans le secteur minier et les travaux publics

Aucun investisseur ne peut obtenir un business sans donner quelque chose au Président [Nkurunziza] ou au parti [CNDD-FDD].

“

MAUVAISE GOUVERNANCE ET MALVERSATIONS

Des contributions versées par les entreprises minières au titre du développement communautaire intraquables

Des ponctions sur les salaires versés aux militaires déployés dans des missions de paix à l'étranger

Des indemnisations de personnes expropriées dans le cadre de projets de développement financés par l'aide internationale tardives et à ce jour inadéquates

CONFLITS ET PRISES ILLÉGALES D'INTÉRÊTS

De hautes autorités impliquées dans des activités économiques dans des secteurs relevant de leur champ officiel de compétence

MARCHÉS PUBLICS

De procédures de passation de marchés opaques favorisant la corruption et les détournements de fonds en faveur des proches du pouvoir

FRAUDES DOUANIÈRES

Contrebande significative de minerais et notamment de l'or

ENRICHISSEMENT ILLICITE

De hauts responsables du Gouvernement, de l'Administration ou du parti CNDD-FDD

Ces malversations économiques réduisent les ressources de l'État et donc impactent tous les droits de l'homme

Les obligations fondamentales minimales de l'État de garantir le droit d'être à l'abri de la faim, de bénéficier d'une éducation primaire gratuite, de recevoir des soins de santé primaire et un abri

La réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels, notamment les droits à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et à un niveau de vie suffisant.

La protection et la promotion des droits civils et politiques, notamment garantir un système judiciaire performant, lui-même indispensable à la protection de tous les droits fondamentaux

La multiplication des « contributions » diverses exigées de la population, souvent sous la contrainte, ce qui contribue à son appauvrissement



BURUNDI: DE GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'ENFANT DEPUIS 2015

**Plus de la moitié de la population
burundaise a moins de 18 ans**

Des enfants tués

Des filles violées

Des adolescents arrêtés et détenus arbitrairement et/ou illégalement et victimes d'actes de torture et de mauvais traitements

Des enfants privés d'école pour des raisons politiques

Des enfants recrutés de manière forcée dans les Imbonerakure

Des adolescents forcés de voter pour le parti au pouvoir au cours des élections de 2020

Le jour après le coup d'état, le 14 mai 2015, des soldats se sont rendus chez lui, ont encerclé l'enceinte de sa maison [...] et ont tué sa femme et ses trois enfants. Les corps ont été retrouvés dans la maison avec des blessures par balle.

Mon père était du MSD. [...] Après les manifestations, mon père a voulu rester, car il ne pensait pas qu'il serait visé, mais on était quand même à sa recherche. [...] Pendant la soirée, on a vu des personnes qui sont venues et ont pris mon père. Les autres sont restés et ont violé ma mère, et après, ils l'ont tuée. Après ça, ils nous ont pris et ils nous ont violés. [...] Ils nous ont frappés, car nous criions.

Des Imbonerakure, des agents de police et du Service national de renseignements sont les principaux auteurs de ces violations

Ces violations ont été commises en toute impunité. Dans la plupart des cas, leurs parents ont eu peur de porter plainte par crainte de représailles

CONSÉQUENCES

Des enfants contraints de fuir le pays, parfois sans leur famille

Des enfants privés de leurs droits à l'éducation, à la santé, à l'alimentation et à la vie en famille

Des filles et des garçons gravement traumatisés par les violations dont ils ont été victimes et/ou témoins et nécessitant une prise en charge appropriée

Les dommages causés par l'exposition à la violence dans la petite enfance sont souvent irréversibles, endommageant le développement du cerveau, compromettant la santé physique et mentale des enfants et, dans les cas les plus graves, menant au handicap et à la mort.

—Représentante spéciale du Secrétaire général chargée des questions de la violence contre les enfants.



BURUNDI: POURQUOI LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DOIT RESTER TRES PREOCCUPEE

Les risques demeurent élevés, l'espace démocratique s'est considérablement rétréci

Presque tous les facteurs de risque demeurent inchangés; les facteurs structurels n'ont pas encore trouvé de solutions

La ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, continue d'être utilisée comme force de sécurité, en particulier dans les zones rurales, leurs actions étant largement incontrôlées

L'opposition et les acteurs de la société civile restent menacés et continuent d'être poursuivis par les autorités policières et judiciaires. La plupart ont été arrêtés ou pris le chemin de l'exil

De multiples incidents de sécurité ces derniers mois et les tensions au niveau régional restent vives

Rien n'indique que le niveau des violations des droits de l'homme ait diminué sous le nouveau gouvernement

Le règne de l'impunité

Les personnes sanctionnées pour leur rôle dans la crise de 2015 et les responsables d'institutions qui commettent de graves violations des droits de l'homme ont été nommés à des postes de responsabilité dans le nouveau gouvernement

Dans ces institutions, les règles et les pratiques qui permettaient que les droits de l'homme soient violés sont toujours en place aujourd'hui

Les institutions nationales qui devraient servir de bouclier contre les violations des droits de l'homme ne peuvent ou ne veulent pas le faire, notamment le pouvoir judiciaire, le Parlement, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, l'Ombudsman, etc

Les politiques identitaires conflictuelles continuent d'être utilisées lorsque cela est pratique

Lors des élections de 2020 dans les discours publics et privés, les cours d'histoire scolaire, le travail des institutions nationales telles que la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation

La prolifération des discours de haine, avec des dimensions ethniques, à des fins politiques

Les droits économiques et sociaux demeurent hors de portée, transparence financière est limitée et la corruption est généralisée

74% de la population vit dans la pauvreté, 1,7 million souffre de malnutrition et l'État n'est pas en mesure de garantir la jouissance des droits économiques et sociaux fondamentaux

Une partie de l'aide au développement/humanitaire ainsi que des contrats publics et privés est fréquemment détournée

Le suivi de certains bénéficiaires de l'assistance internationale est entravé, par exemple les réfugiés qui sont rentrés

Il y a actuellement peu de motivation pour une réforme significative

Le parti au pouvoir a réalisé une concentration des pouvoirs sans précédent à tous les niveaux grâce aux élections de 2020

L'exploitation de ressources naturelles lucratives (terres rares, or) et la gestion des monopoles nationaux encouragent le maintien du pouvoir politique

Rapatriement en cours des réfugiés burundais, souvent sans suivi international, et un manque d'informations sur la résolution ou non des causes de leur fuite

La multitude de violations des droits de l'homme depuis 2015 a affaibli la capacité de l'opposition politique, de la société civile et du grand public à exiger des réformes

Un mécanisme international indépendant de suivi de la situation des droits de l'homme est plus que jamais nécessaire

